

Monsieur Le Ministre
Alexander Dobrindt
Ministère fédéral de l'intérieur
Alt-Moabit 140

10557 Berlin

Lauterbourg, le 8 juillet 2025

Monsieur le Ministre Dobrindt,

le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) Eurodistrict PAMINA est un syndicat mixte de 19 collectivités territoriales et de structures d'aménagement du territoire du Sud Palatinat, du Mittlerer Oberrhein et de l'Alsace du Nord. Son territoire couvre une superficie d'environ 6.500 km² et abrite près de 1,7 million de personnes, dont environ 14.000 traversent quotidiennement la frontière pour aller travailler dans le pays voisin. De plus, les nombreuses relations économiques et socioculturelles transforment l'Eurodistrict PAMINA en un véritable bassin de vie transfrontalier. Les conséquences négatives de la fermeture des frontières durant la pandémie du COVID-19 ont été d'autant plus ressenties : des familles ont été séparées, des travailleurs n'ont plus pu rejoindre leur lieu de travail, des traitements médicaux ont dû être interrompus dans le pays voisin, etc.

Dans ce contexte, nous considérons avec inquiétude que le gouvernement fédéral allemand a décidé, le 7 mai 2025, d'intensifier les contrôles aux frontières sur l'ensemble des frontières terrestres et d'adapter les pratiques de refoulement. Bien que nous comprenions parfaitement les efforts déployés pour lutter contre l'immigration illégale et les passages clandestins transfrontaliers, nous constatons qu'en de nombreux endroits, ces mesures ne font que dégrader la situation quotidienne de la population et des entreprises de la région frontalière.

Cela est en contradiction avec le nouveau code frontières Schengen qui a été adopté par le Conseil européen le 24 mai 2024.

On y lit non seulement que « lorsque des contrôles sont rétablis aux frontières intérieures [...] cela a de graves conséquences sur le fonctionnement de l'espace Schengen et sur le droit à la libre circulation », mais aussi que « des mesures devraient notamment être définies pour assurer le fonctionnement continu du marché intérieur et protéger les intérêts des régions transfrontalières et des villes partenaires, telles que des autorisations ou des dérogations pour les habitants des régions transfrontalières ».

Nous rappelons que l'Union européenne compte 40 frontières terrestres intérieures et que les régions frontalières représentent environ un tiers de la population et du PIB de l'UE. Si d'autres États membres suivaient la démarche de la République fédérale d'Allemagne, les répercussions socio-économiques négatives seraient fortement perceptibles.

Sur ce point, nous renvoyons également à la résolution du Conseil Rhénan du 6 décembre 2024 (Contrôles frontalières : le Rhin supérieur a besoin de frontières perméables) ainsi qu'à la résolution de l'Association des régions frontalières européennes du 24 octobre 2024 (Résolution sur l'utilisation des contrôles aux frontières en dernier recours au sein de l'Union européenne), élaborée avec le soutien du GECT Eurodistrict PAMINA, qui soulignent toutes deux la situation spécifique des régions frontalières.

Par ailleurs, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que la police fédérale est d'ores et déjà confrontée à des limites de capacité et de charge, ce qui a pour conséquence que seuls les grands points de passage frontaliers font objet de contrôles systématiques. En raison d'un manque de communication et de coordination avec les autorités françaises, nous constatons des situations où les personnes refoulées ne sont pas remises aux autorités compétentes, mais restent sur le territoire français sans être reconnues. En pratique, ces personnes peuvent passer un poste frontière « non surveillé » à proximité et entrer sur le territoire de la République fédérale. Nous nous interrogeons ici sur le bien-fondé de ces mesures. Il en va de même pour les refoulements de citoyens européens, notamment de Français résidants de notre territoire, qui ont oublié leur carte d'identité ou dont le passeport est périmé.

Dans ce cadre, nous constatons un mécontentement croissant au sein de la population et parmi les élus locaux, qui se voient de plus en plus confrontés à des défis et à des situations conflictuelles dont ils ne sont pas responsables, mais qu'ils doivent résoudre. De même, nous percevons de plus en plus de discours populistes dans la presse et les médias sociaux, alimentés par l'intensification des contrôles aux frontières. Cela déstabilise la coopération transfrontalière mise en place depuis de nombreuses années et renforce les forces anti-européennes dans les deux pays.

Dans le contexte du Traité d'Aix-la-Chapelle et de l'année du 40ème anniversaire de Schengen, la République fédérale d'Allemagne assume une responsabilité particulière en ce qui concerne les bonnes relations avec la France ainsi qu'envers les habitants et les entreprises des régions frontalières. En tant que représentants du GECT Eurodistrict PAMINA, nous vous prions donc de prendre des mesures de contrôle qui préservent les intérêts de l'Allemagne en matière de politique de sécurité tout en tenant compte de la situation particulière des bassins de vie transfrontaliers fortement intégrés. La procédure actuelle aux frontières avec la France est inefficace et est contre-productive.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.

Dietmar Seefeldt
Président
Landrat
Kreis Südliche Weinstraße

Victor Vogt
Vice-Président
Conseiller d'Alsace

Dr. Christoph Schnaudigel
Vice-Président
Landrat
Landkreis Karlsruhe

Une copie de la lettre est envoyée à :

- Membres du GECT Eurodistrict PAMINA
- Parlementaires nationaux et européens de l'Eurodistrict PAMINA